

28 juin 2009

Putsch militaire au Honduras, le président Zelaya au Costa Rica

(plusieurs articles)

DIVERS

[reçu 28/6 18h30 :] Le Monde à Paris ment déjà en titrant que Zelaya a demandé l'asile politique au Costa Rica. TeleSur informe en direct, Manuel Zelaya s'exprime à travers cette chaîne et explique comment il a été sorti de chez lui en pleine nuit et emmené de force dans ce pays. Les militaires d'extrême-droite viennent à l'instant d'enlever sur place les ambassadeurs du Venezuela, du Nicaragua, etc... La ministre des affaires étrangères du Honduras, qui ont été brutalisés. Mais le peuple du Venezuela autour du président Chavez (qui organise en ce moment un front avec les présidents de l'ALBA) se mobilise avec les autres peuples et celui du Honduras qui tente de manifester dans les rues.

<http://www.telesurtv.net/solotexto/index.php>

Thierry Deronne
Vicepresidencia de Formación Integral
Televisión Pública VIVE

[TROIS ARTICLES DANS UN ORDRE CHRONOLOGIQUE AVEC UN LEGER RETOUR EN ARRIERE]

GRANMA du 25 Juin

La population du Honduras soutient Zelaya pour la tenue du référendum

Le président « récupère » les boîtes de scrutin en vue du référendum sur une réforme de la Constitution. Il était accompagné d'une foule nombreuse

TEGUCIGALPA, 25 juin.- « Personne ne pourra empêcher la tenue du référendum de dimanche », a déclaré le président du Honduras, Manuel Zelaya, alors qu'il faisait son entrée accompagné d'une foule nombreuse au siège des Forces aériennes pour « récupérer » les urnes et autres documents nécessaires à la tenue du référendum de dimanche. Ce matériel électoral avait auparavant été saisi par les militaires.

Selon l'agence EFE, Zelaya était très secoué par les événements, et il pleuvait abondamment à l'extérieur. « On veut nous empêcher de consulter la population, on veut l'empêcher de s'exprimer, de donner son opinion, de participer au processus en cours, bref, on ne veut pas de démocratie au Honduras », a souligné le chef d'Etat.

L'agence AFP, pour sa part, précise que le président et plusieurs centaines de ses partisans ont eux-mêmes fait sauter les verrous et ont pénétré dans la base aérienne Acosta Mejia, située tout près de l'aéroport Toncontin de la capitale. Puis ils ont chargé les boîtes contenant le précieux matériel dans des camions qui attendaient

expressément. Zelaya a ensuite déclaré qu'il se rendait immédiatement au Palais présidentiel pour mettre la dernière main aux préparatifs du référendum.

Quelques heures auparavant, le président hondurien avait lancé un appel à ses partisans à manifester publiquement leur soutien. Aussitôt des milliers de personnes s'étaient rassemblées, jeudi, vers midi, devant le Palais présidentiel, et les images transmises par la télévision montraient clairement une foule compacte bien décidée à défendre son gouvernement. C'est alors que Zelaya a pris la tête de ce qu'il a qualifié de « mission destinée à préserver l'Etat de droit » : récupérer les urnes et les listes électorales.

A noter que la Cour suprême de Justice, dans un geste de défi, avait décidé de restituer dans ses fonctions le général Romeo Vasquez, chef de l'Etat-major conjoint, moins de 24 heures après que Zelaya l'eût destitué, les forces armées ayant refusé de distribuer le matériel nécessaire à la tenue du référendum. Le président entend consulter la population au sujet de la mise sur pied d'une Assemblée constituante chargée de réformer la Constitution du pays. Selon AFP, le Congrès a également rejeté la tenue d'un tel référendum.

« Nous voulons légitimer l'autorité du pouvoir exécutif. (...) La Cour (suprême) s'est rangée du côté de certains groupes de pouvoir, contre la population », a déclaré Zelaya à la foule réunie devant le palais présidentiel.

Au cours de ce bref rassemblement, où les manifestants ont entonné l'hymne national, le président a exhorté ses partisans à faire en sorte que « la démocratie ne soit pas l'affaire d'une minorité. Nous devons lutter sans relâche, a-t-il dit, pour atteindre ce haut niveau de démocratie que nous visons ».

La Constitution du Honduras date de 1982. Elle renferme, selon Prensa latina, 7 articles dits « de pierre », car ils ne peuvent être amendés. Ces articles concernent, entre autres, la façon de gouverner le pays, le territoire national et la durée du mandat présidentiel.

Selon le président Zelaya, il est impossible, dans le cadre de la Constitution actuelle, de mener de profondes transformations sociales. Or, il est nécessaire, selon lui, de mettre fin à la misère et aux inégalités. Au Honduras, sept personnes sur dix vivent dans des conditions de pauvreté ou d'extrême pauvreté. Le référendum, s'il passe, permettra l'instauration d'une quatrième urne lors des élections générales du mois de novembre prochain, où les électeurs seront appelés à se prononcer sur une Assemblée constituante.

Les représentants des groupes autochtones et des différents secteurs de la population, paysans, syndicalistes et autres groupes sociaux, ont tous dénoncé cette tentative de coup d'Etat. Ce danger est d'autant plus grave qu'à la suite de la destitution de Vasquez, les chefs des trois armées, marine, aviation et forces terrestres, de même que le ministre de la Défense, Edmund Orellana, ont démissionné en bloc par mesure de solidarité avec le général destitué.

Le Conseil civique des organisations populaires et des peuples autochtones du Honduras (COPINH) a dénoncé, dans un communiqué, cette tentative de coup d'Etat. « Il s'agit, peut-on lire, d'une réaction désespérée de la droite et des forces qui lui sont

alliées pour empêcher population de s'exprimer et de trouver de nouvelles voies démocratiques pour transformer le pays. »

Selon Prensa latina, ce mouvement putschiste a débuté trois jours après que le président eût annoncé la tenue d'un référendum, en accord avec les leaders populaires, les paysans, les intellectuels et les forces de gauche du pays. Aussitôt les représentants de l'oligarchie, les milieux d'affaires et le haut clergé avaient manifesté leur désaccord. D'autres sources affirment que le Tribunal suprême électoral, l'appareil judiciaire, la Cour suprême de justice et le Parlement s'opposent également à la tenue d'un référendum, de même que les couches les mieux nanties de la population. Zelaya a, de son côté, dénoncé cette manœuvre.

Le Honduras a demandé à l'OEA qu'elle se penche, en toute urgence, sur la situation que vit le pays. Selon l'agence EFE, une réunion extraordinaire du Conseil permanent de l'OEA devrait, dans les heures qui viennent, débattre de la question.

<http://www.granma.cu/frances/2009/junio/vier26/hoduras.html>

* * * *

COMMENTAIRE (PREMONITOIRE ?) de FIDEL CASTRO du 26 Juin

Un geste qui ne sera pas oublié

Je fais une pause dans le travail que je suis en train d'élaborer depuis deux semaines au sujet d'un épisode historique pour me solidariser avec le président constitutionnel du Honduras, José Manuel Zelaya.

Le voir, sur Telesur, haranguer le peuple hondurien était impressionnant. Il dénonçait avec énergie le grossier refus de la réaction d'accepter une importante consultation populaire. Telle est la « démocratie » que défend l'impérialisme. Zelaya n'a absolument pas violé la loi, il n'a fait aucun coup de force. En tant que président, il est le commandant des Forces armées honduriennes. Ce qu'il se passe dans ce pays sera un test pour l'OEA et pour l'administration étasunienne.

L'ALBA s'est réuni hier à Maracay, dans l'Etat vénézuélien d'Aragua. Les dirigeants latino-américains et caribéens qui y ont pris la parole ont brillé tant par leur éloquence que par leur dignité.

J'écoutais les solides arguments du président Hugo Chávez pour dénoncer l'action putschiste sur Venezuelana de Televisión.

Nous ignorons ce qu'il se passera cette nuit ou demain au Honduras, mais la conduite courageuse de Zelaya passera à l'Histoire.

Ce qu'il a dit m'a rappelé le discours du président Salvador Allende tandis que les avions de guerre bombardaient le Palais de la Monnaie où il mourut héroïquement le 11 septembre 1973. Cette fois-ci, nous voyions un autre président latino-américain entrer avec le peuple dans une base aérienne pour réclamer les bulletins d'une consultation populaire confisqués crapuleusement.

Voilà comment agit un président et un commandant.

Le peuple hondurien n'oubliera jamais ce geste !

Fidel Castro

* * * * *

L'EXPRESS 28 Juin (ou le mensonge soigneusement relayée et l'information soigneusement expurgée...)

TEGUCIGALPA - Quelques jours après la destitution de leur chef d'état-major, les militaires honduriens se sont rebellés dimanche contre le président Manuel Zelaya qu'ils ont chassé du pouvoir et expulsé vers le Costa Rica.

Le président, arrivé dans ce pays, a demandé l'asile politique aux autorités de San José, a fait savoir le ministre costaricien de la Sécurité cité par le service en espagnol de la chaîne d'information CNN.

Le président Zelaya, un allié du numéro un socialiste vénézuélien Hugo Chavez, voulait amender la Constitution du Honduras afin de pouvoir briguer un nouveau mandat de quatre ans lors de la présidentielle de l'an prochain.

Le chef d'état-major des forces armées avait refusé de l'aider à organiser ce dimanche un référendum modifiant la constitution en ce sens, ce qui lui a valu d'être limogé.

A Tegucigalpa, la police a tiré des gaz lacrymogènes contre des manifestants favorables à Zelaya, dans le centre de la capitale, après l'arrestation du président par des militaires qui se sont présentés à l'aube à sa résidence pour l'emmener.

Le président américain Barack Obama a fait part de sa vive préoccupation face à l'arrestation et l'expulsion du président hondurien.

« Comme l'Organisation des Etats américains l'a fait vendredi, j'appelle tous les acteurs politiques et sociaux au Honduras à respecter les normes démocratiques, l'état de droit et les principes de la charte démocratique interaméricaine », a-t-il déclaré dans un communiqué.

« Toutes les tensions et les contentieux existants doivent être résolus pacifiquement par le dialogue, sans aucune ingérence extérieure », a-t-il ajouté.

L'Union européenne, dont les ministres des Affaires étrangères se trouvaient à Corfou pour une réunion de l'OSCE, a également condamné l'arrestation de Zelaya.

« Il s'agit d'une violation inacceptable de l'ordre constitutionnel », a déclaré le ministre tchèque des Affaires étrangères Jan Kohout, dont le pays assume la présidence de l'UE.

http://www.lexpress.fr/actualites/2/putsch-militaire-au-honduras-le-president-zelaya-au-costa-rica_770745.html